Rôle de la séance publique du 02/05/2025 à 09h00

Président : Monsieur COIFFET
Assesseurs : Monsieur PONS et Madame BOUGRINE
Greffière : Madame PETTON

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

01) N° 2401468 RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur Mme T Omie Me HARIR
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Omie T contre le jugement n° 2308859 en date du 18 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite née le 20 avril 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Port-au-Prince (Haïti) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité de visiteur.

02) N° 2401682 RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR
Défendeur Mme M Zarifa Me PRELAUD

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2316675 en date du 29 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de Mme Zarifa M, annulé la décision par laquelle l'autorité consulaire française à Téhéran (Iran) a implicitement refusé d'enregistrer et d'instruire sa demande de visa au titre de l'asile et, d'autre part, enjoint à l'autorité consulaire française à Téhéran de fixer un rendez-vous à Mme M dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent jugement, en vue de l'enregistrement de sa demande de visa dans un délai de deux mois à compter de cette même notification.

03) N° 2401702 RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur M. B Nabil Me COLMANT
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Nabil B contre le jugement n° 2307488 en date du 15 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision née le 28 juin 2022 et la décision du 19 juillet 2022 par lesquelles l'autorité consulaire française à Annaba (Algérie) lui refusent la délivrance d'un visa en France dit « de retour » et a enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer, dès la notification du jugement à intervenir, de faire délivrer ce visa, à défaut, de lui faire délivrer un visa de long séjour "vie privée et familiale".

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

04) N° 2401770

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur M. K Arslan

CABINET CECILIA
MAZOUIN

Défendeur PREFECTURE DU MORBIHAN

Requête de M. Arslan K contre le jugement n° 2402667 du 17 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 12 mai 2024 par lequel le préfet du Morbihan l'a assigné à résidence.

05) N° 2401934

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur Mme G Goundoba
M. D Banfa

Me AGO SIMMALA
Me AGO SIMMALA

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Banfa D et de Mme Goundoba G , agissant en leur nom et au nom des enfants Daloba D et Kadijatou Kouboura D , contre le jugement n° 2307949 en date du 26 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision implicite de rejet née du silence gardé par la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France sur le recours formé contre la décision de l'autorité diplomatique française en Guinée et en Sierra Leone refusant de délivrer aux enfants Daloba D et Kadijatou Kouboura D des visas de long séjour au titre de la procédure de réunification familiale.

06) N° 2401965

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur Mme M Razmina
M. M Fazel Manan
M. M Fazel Wahed

LESCS JESSICA
LESCS JESSICA
LESCS JESSICA

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Fazel Wahed M , Mme Razmina M et M. Fazel Manan M contre le jugement n° 2316698 en date du 29 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 20 décembre 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie d'un recours administratif préalable obligatoire formé contre les décisions de l'ambassade de France au Pakistan, refusant de délivrer à Mme Razmina M et à M. Fazel M des visas de long séjour au titre de la réunification familiale, a, à son tour, refusé de délivrer les visas sollicités.

07) N° 2402897

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur Mme L GUERDA
M. P Monès

Me LOUISA
Me LOUISA

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Monès P et de Mme Guerda L épouse P contre le jugement n°2306573 en date du 2 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 24 mai 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre la décision du 28 novembre 2022 de l'autorité consulaire française en Haïti refusant de délivrer à M. P un visa de long séjour au titre du regroupement familial.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

08) N° 2402899

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur M. M Roland Me BARBOT-LAFITTE
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Roland M contre le jugement n°2307776 en date du 29 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation, d'une part, de la décision née le 2 mai 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie d'un recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Pointe-Noire (République du Congo) du 18 janvier 2023 refusant de délivrer à Jérémie Roland M, son fils, un visa de long séjour au titre du regroupement familial, a, à son tour, implicitement refusé de délivrer le visa sollicité et, d'autre part, la décision consulaire.

09) N° 2402985

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur M. M Den Me WONE
Défendeur PREFECTURE DU MORBIHAN

Requête de M. Den M contre le jugement n°2405265 du 25 septembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 31 août 2024 par lequel le préfet du Morbihan l'a assigné à résidence.

10) N° 2403028

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur M. D IBRA Me DHIB
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Ibra D contre le jugement n°2312287 du 27 septembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant d'une part, à l'annulation de la la décision de rejet née du silence gardé par la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France sur le recours préalable formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Dakar (Sénégal) rejetant sa demande de visa de long séjour présentée en qualité d'enfant étranger d'un ressortissant français et d'autre part, a enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de délivrer le visa sollicité à compter du jugement à intervenir, si besoin, sous astreinte de 300 euros par jour de retard .

Rôle de la séance publique du 02/05/2025 à 09h45

Président : Monsieur COIFFET
Assesseurs : Monsieur PONS et Madame BOUGRINE
Greffière : Madame PETTON

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL**01) N° 2302265 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE**

Demandeur	M. K KADIR	Me DEGIOVANNI
Défendeur	DEPARTEMENT DU MORBIHAN	SELARL WALGENWITZ AVOCATS

Requête de M. Kadir K contre le jugement nos 2005141, 2103927 du 09/06/2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à enjoindre au conseil départemental du Morbihan de reconnaître sa maladie comme imputable au service.

02) N° 2303195 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur	M. L Daniel	Me VOISIN
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	

Requête de M. Daniel L contre le jugement n° 2004084 du 14 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite née le 3 mars 2020 ainsi que celle du 1er septembre 2022 par lesquelles la ministre des armées a refusé de lui accorder la protection fonctionnelle.

03) N° 2303373 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur	M. R Jean-Luc	Me ROUXEL
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES	

Requête de M. Jean-Luc R contre le jugement n° 2102053 du 20 septembre 2023 rendu par le tribunal administratif de Rennes afin d'annuler la décision du 3 mars 2020 l'admettant à la retraite sur demande pour ancienneté d'âge et de services à compter du 1er septembre 2020, d'annuler la décision rejetant son recours administratif du 23 juillet 2020, d'enjoindre à l'administration de le réintégrer dans ses fonctions avec effet rétroactif, de lui verser son traitement et de reconstituer sa carrière à compter du 1er septembre 2020.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

04) N° 2303505 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur Mme D Ghislaine SARL THOUVENIN
COUDRAY GREVY
Défendeur AGGLOMERATION DU CHOLETAIS LEX PUBLICA

Requête de Mme Ghislaine D contre le jugement n° 2009455 du 28/09/2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes n'a que partiellement fait droit à ses demandes tendant à la condamnation de la communauté d'agglomération du choletais à lui verser la somme de 237 074 euros.

05) N° 2401629 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR
Défendeur Mme B Marie, Colombe, Phanta LGAVOCATS
ASSOCIATION D'AVOCATS
A RESPONSABILITE
PROFESSIONNELLE

Requête du ministre de l'Intérieur contre le jugement n° 2012316 du 4 avril 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de Mme Marie Colombe Phanta B épouse D , annulé la décision du 24 janvier 2020 par laquelle le préfet du Val-de-Marne a ajourné à deux ans sa demande de naturalisation et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de statuer à nouveau sur la demande de naturalisation de Mme B dans un délai de quatre mois à compter de la notification du jugement.

06) N° 2401684 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR
Défendeur Mme D Cécile Ngone SELARL AEQUAE

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2308405 en date du 3 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de Mme Cécile Ngone D , annulé la décision implicite de rejet née du silence gardé par la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France sur le recours préalable formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Dakar (Sénégal) rejetant sa demande de visa d'entrée et de long séjour en qualité de travailleuse salariée et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de délivrer le visa sollicité dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.

07) N° 2401904 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur M. M Oumar Me LANDETE
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Oumar M contre le jugement n° 2111998 du 2 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle le ministre de l'intérieur a rejeté son recours hiérarchique formé contre la décision du 6 mai 2021 par laquelle la préfète de la Gironde a ajourné sa demande de naturalisation ainsi que cette dernière décision.